



Gouvernance des ressources minières au Mali : enjeux, défis et perspectives

Tiédian FANE¹, Lansine SOUNTOURA², Souleymane OUONOGO³, Adama O TRAORE⁴,
Malick TRAORE⁵

¹ Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale CURES
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako – Bamako - Mali

² Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale CURES
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako – Bamako - Mali

³ Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale CURES
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako – Bamako - Mali

^{4,5} Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale CURES
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako – Bamako - Mali

Résumé : Le Mali en plus de sa crise multiforme vit un tournant difficile de sa vie politique, économique et sécuritaire. Dans la poursuite de sa politique de souveraineté, le pays a élaboré un nouveau code minier en vue d'aller vers une gouvernance appropriée de son capital naturel et minier. L'objectif de cet article est d'analyser les enjeux, les défis et les perspectives de la gouvernance des ressources minières au Mali. Il ressort après analyse que les enjeux de la gouvernance minière au Mali sont importants, autant que les défis et les perspectives.

Les autorités du pays doivent mettre en place des stratégies pour réduire ces défis afin d'assurer une bonne gouvernance de ces ressources minières.

Mots-clés: Gouvernance ; Ressources minières ; Enjeux ; Défis ; Perspectives.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15053645>

Published in: Volume 4 Issue 2



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

Le Mali est un pays sahélien, enclavé et vaste au cœur d'Afrique de l'Ouest et entre le 4^e degré de longitude est et le 12^e de longitude ouest et a une superficie de 1 241 238 km². Il partage plus de 7 000 km de frontières avec sept États : l'Algérie au nord, le Niger et le Burkina Faso à l'est, la Côte d'Ivoire, la Guinée au sud, la Mauritanie, et le Sénégal à l'ouest. Cette situation géographique privilégiée dans le Sahara central, n'est pas un handicap. Elle est souvent source de convoitise non seulement par les puissances étrangères, mais également par ses pays limitrophes.

Le Mali appartient à la zone sahélienne, un espace de transition qui sépare au nord le désert du Sahara, et au sud la zone soudanienne.

Le Sahel jouit d'un grand potentiel d'énergies renouvelables et abrite certains des plus grands bassins aquifères du continent. Potentiellement, l'une des régions les plus riches au monde avec d'abondantes ressources humaines, culturelles et naturelles. Les pays du Sahel (qui comprend le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad), ainsi que la République centrafricaine voisine, sont confrontés à une multitude de difficultés compliquant leur développement.

Lors de la présentation du résultat du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, selon l'Institut national de la statistique, l'effectif total de la population malienne en 2022, est estimé à 22 millions 395 mille 485 habitants dont 49,7% de la population sont de femmes, 50,3% sont des hommes, 47,2% de jeunes de moins de 15 ans et 49,9% de personnes âgées de 15 à 64 ans.

L'insécurité qui prévaut dans le sahel en général et au Mali en particulier est entretenu par certaines puissances néocolonialistes en complicité avec certains pays voisins. Cette forme de néocolonialisme procède par la déstabilisation des Etats du Sahel, les menaces, les violences perpétrées par des groupes terroristes, djihadistes et séparatistes. Ces puissances se cachent derrière le terrorisme pour piller les ressources minières du pays. Dans ce contexte flou il est difficile de ramener la paix et la stabilité dans la sous-région.

Les formes de coopération au tour de l'exploitation des ressources naturelles et minières sont biaisées et semble préparer le terrain à une recolonisation des Etats sahéliens ou dans le cas échéant dans un mode de gouvernance basé sur le partenariat déséquilibré.

Les enjeux sont énormes à la fois sociopolitique, sécuritaire et économique.

Cette situation très complexe et difficile tend à compromettre l'indépendance et la souveraineté des Etats du Sahel en général et du Mali en particulier.

Le Mali apparaît comme le point culminant de cette crise entretenue par un complot international.

Quels sont les enjeux, les défis et les perspectives de la gouvernance minière au Mali ?

L'objectif de cet article est d'analyser les enjeux, les défis et les perspectives de la gouvernance des ressources minières au Mali.

La suite de l'article est organisée autour de cinq sections après cette section introductive. La deuxième section concerne la revue de littérature. La troisième est consacrée au contexte socioéconomique et politique. La quatrième section est dédiée à l'Etat des lieux et le niveau des ressources minières au Mali. Le Mode de gouvernance, le contrôle et l'exploitation des ressources minières au Mali est évoquée dans la cinquième section. La dernière section est consacrée à la conclusion.

2. Revue de littérature

2.1 Définitions des concepts

2.1.1 Gouvernance appropriée

La gouvernance peut être définie comme l'ensemble des règles et des processus collectifs, formalisés ou non, par lequel les acteurs concernés participent à la décision et à la mise en œuvre des actions publiques¹.

Il faut entendre par gouvernance appropriée un mécanisme de contrôle et exploitation efficace des ressources naturelles et minières, établi sur des règles de partenariat gagnant-gagnant et respectueux de la souveraineté du pays. Cette forme de gouvernance permet au pays de s'approprier pleinement de ses ressources en évitant une exploitation frauduleuse ou biaisée. Elle est conditionnée à un système de défense et sécurité avancé sur l'ensemble du territoire concerné. Le 28 août, le Mali a adopté un nouveau code minier permettant à l'État de prendre jusqu'à 30 % de participation dans les nouveaux projets et d'augmenter les revenus tirés d'un secteur capital pour l'économie nationale.

2.1.2 Les ressources naturelles et minières

Les ressources naturelles et minières de façon générale sont des sources de matière et d'énergie accessibles économiquement dans l'environnement naturel sous forme primaire avant leur transformation par l'activité humaine. Une ressource naturelle peut être renouvelable à l'échelle humaine (biomasse animale ou végétale, eau) ou non (ressources métallique, minière, énergétique fossile, uranium).

Le Mali dispose de plusieurs ressources minières comme le manganèse, le fer, le lithium, essentielles pour la transition énergétique, et l'or dont il est l'un des principaux producteurs en Afrique. Le pays est l'un des premiers producteurs d'or en Afrique : avec 72,2 tonnes produites en 2022 (dont 6 t par l'orpaillage artisanal), l'or à lui seul contribuait à 25 % du budget national, 75 % des recettes d'exportation et 10 % du PIB.²

2.1.3 Géopolitique

La définition la plus classique résume la géopolitique comme étant une science qui étudie les rapports entre les données géographiques des Etats et leur politique. La géopolitique est l'étude des interactions entre le politique et le territorial, l'enjeu est classiquement, celui de la "défense" du territoire, dans une optique élargie à l'économique.

Le mot géopolitique ne s'est popularisé que vers 1890, du suédois geopolitik, mot-valise entre geografi et politik, employé par Rudolf Kjellén, professeur de science politique à Göteborg. La géostratégie misant sur le partenariat et la responsabilité réciproque et différenciée gagne du terrain.

2.1.4 Développement

« C'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global » François Perroux (1961). Le développement économique et social fait référence à l'ensemble des

¹ Perspective Monde, <https://perspective.usherbrooke.ca> > BM Dictionnaire (6 janvier 2025).

² <https://www.jeuneafrique.com/1458208/politique/un-ex-ministre-dassimi-goita-contrôle-a-paris-avec-quelques-dizaines-de-milliers-deuros/>

mutations positives — techniques, démographiques, sociales, sanitaires — que peut connaître une zone géographique. Il ne doit pas être confondu avec la croissance économique.³

Le développement économique correspond à l'ensemble des transformations structurelles (économiques, sociales, politiques) qui accompagnent et entretiennent la croissance économique. Le concept de développement intègre l'idée de progrès social (amélioration des conditions de vie de la population, réduction des inégalités et de la pauvreté...).

2.1.5 Enjeux

Les enjeux sont les objectifs importants, les résultats, les conséquences que l'on souhaite suite à une mesure, une politique, une réforme, une décision publique prise (ce que l'on gagnerait) mais aussi, les risques à ne pas faire cette réforme, mettre en œuvre cette mesure,... (ce que l'on perdrait).

Les enjeux sont aussi les conséquences importantes liées à une situation ou une décision. Selon Wikipédia, un enjeu est quelque chose que l'on risque dans une compétition, une activité économique ou une situation vis-à-vis d'un aléa.

La notion d'enjeu, au contraire de celle de « problème public » est assez rarement définie de manière explicite Brisson, G. (dir.) (2019). L'idée d'un risque lié à une perte potentielle est sous-jacente à la notion d'enjeu. Les enjeux sont les conséquences importantes liées à une situation ou une décision⁴. Ils peuvent être économiques, politiques, sociaux, environnementaux ou de tout autre domaine d'activité.

Le Mali apparaît comme le point culminant d'échauffement au plan mondial de lutte pour la souveraineté africaine l'opposant à certains partenaires et les forces maléfiques de recolonisation ou de balkanisation du territoire en vue du pillage de ses ressources. La pression des puissances impérialistes cachées derrière les terroristes et les djihadistes ne cesse de monter pour déstabiliser le pays en occurrence les zones pourvoyeuses de ressources au Nord du pays (Taoudéni et Kidal) pour avoir la main mise, le contrôle et l'exploitation des ressources de façon frauduleuse.

Les enjeux sont à la fois sociopolitiques, économique et sécuritaire.

2.1.6 Défis

C'est le refus de s'incliner, de se soumettre⁵. Action de provoquer quelqu'un en combat singulier, à une compétition : Lancer un défi à quelqu'un⁶. Contrairement à un problème, un défi n'est pas quelque chose que nous rencontrons, c'est quelque chose que nous choisissons - ou plutôt que nous choisissons d'accepter.⁷ Sa signification est imprégnée d'un sentiment de volonté - de s'opposer, de contester ou de revendiquer.

2.1.7 Perspectives

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_%C3%A9conomique_et_social

⁴ <https://www.le-dictionnaire.com/definition/enjeux> (consulté le 31 décembre 2024).

⁵ https://dictionnaire.lerobert.com/definition/defi#google_vignette (consulté le 31 décembre 2024).

⁶ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9fi/22657#:~:text=Action%20de%20provoquer%20quelqu'un,Cette%20lettre%20est%20un%20d%C3%A9fi.> (Consulté le 31 décembre 2024).

⁷ TEDx Sydney <https://tedxsydney.com> › idea › problem-vs-challenge-an (consulté le 6 janvier 2025)

C'est le phénomène affectant la vision de loin des objets ou des différentes apparences (ou représentations) des objets suivant les changements de position de l'œil qui les regarde⁸.

Dès le XVII^e siècle, le terme signifie également la « manière dont on projette dans l'avenir le développement d'une situation actuelle » (1676).⁹ Puis, à partir de cette expression, il désigne l'avenir prévisible (1689 : « une perspective agréable ») (*Dictionnaire historique de la langue française*). Au figuré, la perspective « se dit d'un événement éloigné mais possible » (Littré).

2.2 Théories du commerce international

Selon la théorie d'Adam Smith, la richesse provient du travail et de la productivité des individus. Dans son ouvrage classique intitulé "La Richesse des Nations" publié en 1776, Smith soutient que la richesse d'une nation ne dépend pas de la quantité d'or ou d'argent qu'elle possède, mais plutôt de la capacité de ses citoyens à produire des biens et des services de manière efficace. L'avantage absolu est la faculté pour un pays de produire un bien moins cher que partout ailleurs dans le monde.

Le travail est la source fondamentale de la richesse. Par exemple, un agriculteur qui cultive des terres et récolte crée de la richesse en transformant une ressource naturelle en nourriture. De même, un artisan qui fabrique des biens transforme des matières premières en produits finis qui ont une valeur supérieure. La richesse provient du travail productif, de la division du travail, de la spécialisation, du libre-échange et de la concurrence. Ces facteurs combinés permettent d'accroître la productivité et la création de valeur, conduisant ainsi à la richesse d'une communauté.

Théorie David Ricardo, en 1815, Ricardo publie son « *Essai sur l'influence qu'exerce le bas prix du blé sur les profits du capital* ». Ricardo s'adresse aux mercantilistes: il parle d'échanges internationaux, c'est-à-dire d'échanges entre pays, et non d'échanges mondiaux c'est-à-dire entre agents de nationalités différentes. L'avantage comparatif est la faculté pour un pays de produire un bien dont le coût de production, comparativement aux autres biens, est moins élevé qu'à l'étranger.

La théorie de la loi des proportions de facteurs a été proposée par deux économistes suédois, E. Heckscher (1919) et B. Ohlin (1933), sous forme d'exposés littéraires visant à expliquer l'origine de l'avantage comparatif. L'ouverture aux échanges permet aux Américains de vendre les voitures plus chères, et aussi aux Mexicains de vendre leur textile plus cher. Elle énonce que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien qui utilise intensément le facteur dont il est relativement le mieux doté.

Les ressources naturelles (épuisables ou renouvelables) jouent un rôle essentiel dans les modes de consommation et de production **Gilles Rotillon, (2005)**. Selon la règle d'Hartwick la consommation peut être constante le long d'une trajectoire d'équilibre de l'économie si et seulement si la valeur de l'investissement total (évaluée aux prix d'équilibre) est nulle à chaque instant. Malcom Bradbury (1983), a cherché à montrer l'intérêt d'une approche économique de l'utilisation des ressources naturelles dans les modes de production et de consommation.

Les effets de la géopolitique : La coopération pour le développement ne peut porter ses fruits que si elle essaie d'appliquer des méthodes anciennes aux problèmes nouveaux et de plus en plus complexes d'aujourd'hui Signé, Landry (2023). Elle doit se fonder sur une coordination stratégique qui met à profit les atouts de chaque acteur et dont l'Afrique assure le pilotage.

⁸ <https://www.cnrtl.fr/definition/perspective/1> (Consulté le 31 décembre 2024).

⁹ [Shs.cairn.info/revue-communicatio-2009-2-page-23 ?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-communicatio-2009-2-page-23?lang=fr) (consulté le 6 janvier 2025).

Ainsi, l'Afrique demande une réforme de l'architecture financière, poussant les acteurs historiques du développement à repenser la coopération. Les partenariats doivent être plus réactifs face aux caractéristiques et aux besoins locaux, tenir compte des inégalités en matière d'accès aux ressources et viser à restaurer la confiance dans le multilatéralisme.

L'intensification des tensions géopolitiques entre les acteurs du développement donne aux pays africains la possibilité de choisir et d'établir les partenariats les plus adaptés à leurs besoins et de réclamer d'exercer une plus grande influence sur la définition de leur trajectoire de développement. Elle accentue la polarisation et présente également des risques pour la coopération internationale.

Le commerce international est un puissant moteur du développement et une importante source de devises. Il contribue surtout au développement durable lorsque les producteurs à la base touchent une part appropriée des revenus et que leur salaire suffit pour assurer leur subsistance.

Avant 2020, dans l'ensemble de pays de la planète, 80 % entretenaient davantage d'échanges commerciaux avec les États-Unis qu'avec la République populaire de Chine. En 2018, ils n'étaient plus que 30 % dans ce cas, et la Chine était le premier partenaire commercial de 128 pays sur 190 **Ghosh, I. (2020)**. La montée des tensions liées à d'autres désaccords d'ordre économique et sécuritaire entre la Chine et les États-Unis a accentué la polarisation et entraîné une hausse des droits de douane et une intensification des guerres commerciales qui ont eu des effets perturbateurs à l'échelle planétaire **Signé, Landry (2018) et (2021)**, notamment au niveau de la réorientation des échanges mondiaux et des dérèglements de la chaîne d'approvisionnement **Fofack, H. (2022)**.

Les tensions et rivalités géopolitiques agissent également sur les modalités et la périodicité avec lesquelles les pays nouent des partenariats de développement et sur le choix des partenaires. À titre d'exemple, les échanges commerciaux entre la Fédération de Russie et les pays africains ont sensiblement augmenté en 2022 (**Aris, B. 2022**) et les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont explicitement mentionné l'influence croissante exercée par la Russie en Afrique parmi les facteurs ayant motivé leurs nouvelles stratégies de développement sur ce continent **Chadwick, V. (2022)**. La polarisation et les rivalités peuvent amener les pays à privilégier des intérêts nationaux étroits ou à chercher à s'imposer sur le plan géopolitique, deux stratégies incompatibles avec les droits humains, la durabilité, ou les objectifs généraux de la coopération pour le développement en matière de biens sociaux et publics.

Les théories marxistes des relations internationales sont l'ensemble des théories des relations internationales qui se fondent sur les théories de Karl Marx et les différentes écoles marxistes¹⁰. En ce qui concerne la **théorie de l'impérialisme capitaliste**, Karl Marx et ses épigones étudient les relations internationales sous l'angle de l'impérialisme. Marx qualifie l'expansion coloniale de « fait douloureux mais utile, [...] un mal nécessaire pour en arriver au stade du capitalisme ». Vladimir Ilitch Lénine écrit que l'impérialisme est « le stade suprême du capitalisme » dans l'ouvrage homonyme. Les colonisations sont le fruit de la volonté des classes dominantes de trouver des débouchés à leur production industrielle. En effet, la baisse tendancielle du taux de profit l'oblige à trouver de nouveaux marchés et à se fournir en matières premières David **M. McCourt (1953-54) et University of Michigan Press (4 février 2020)**.

La théorie de la dépendance est une théorie affiliée au marxisme qui reprend la pensée marxiste des relations internationales pour préciser les causes de la soumission des pays sous-

¹⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories_marxistes_des_relations_internationales

développés aux grands pays capitalistes. Selon cette théorie, les pays bourgeois maintiennent sur les dominations sur les pays pauvres grâce à des inégalités dans les termes de l'échange, c'est-à-dire de la valeur des exportations **Philippe Marchesin (2008)**. **S. Amin et P. Salama**, pensent que la colonisation et le néo-colonialisme ont créé une situation de dépendance de ces pays à l'égard du centre et des échanges inégaux.

S'agissant **la théorie du centre-périphérie** dans les relations économiques internationales, le centre est constitué des pays développés (PD) et la périphérie des pays en développement (PED). Les PD ont la maîtrise de ce système, orientant la production de la périphérie pour la satisfaction des besoins du centre.

Anne-Laure Amilhat Szary (2012) fait une étude sur *les entreprises minières dans la gouvernance territoriale. Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants?* Il constate dans un pays traditionnellement très centralisé, où les ressources minières jouent un rôle clé dans la production de richesse depuis la deuxième moitié du XIX^{ème}, les régions concernées par l'exploitation minière ont évolué de façon particulière : les firmes y ont joué un rôle important sur le façonnement de l'espace, particulièrement dans les confins arides du nord du pays qui ont en grande partie été modelés en fonction des besoins de cette économie.

Hawa Kayentao (octobre 2014) fait l'examen de la contribution de l'exploitation minière à l'économie malienne. Elle analyse de la contribution directe de l'exploitation minière au Mali. L'objectif est d'examiner la contribution de l'implication des multinationales minières à l'économie. Le but de son étude est de vérifier si ses différents objectifs ont été atteints sur la période 2006-2010 à travers l'analyse de la contribution directe

3. Contexte socioéconomique et politique

3.1 Situation économique

Avec la reprise économique après le Covid 19 et la guerre de l'Ukraine, la crise énergétique s'est installée dans le monde. Le Mali en plus de sa crise multiforme va vivre un tournant difficile de sa vie politique et économique et devient un terrain d'affrontement entre les puissances impérialistes (France et alliés) et les partenaires (Russie, Chine, Turquie...).

Le taux de croissance moyen annuel du scénario de base, conforme aux objectifs définis dans le cadre du programme convenu avec le FMI est 4,9% sur la période 2019-2023 contre 6,5% pour le scénario optimiste (CREDD 2019–2023). Entre 2015 et 2017, la croissance du PIB réel s'établit en moyenne à 5,7% (6,0% en 2015, 5,8% en 2016 et 5,3% en 2017). L'indice des prix à la consommation des ménages (base 100 en 2008) est passé de 112,2 en 2016 à 114,7 en 2017 soit un taux d'inflation annuel de 1,8% contre -1,8% en 2016, en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Les principaux pays fournisseurs du Mali durant le 2^{ème} trimestre 2021 sont : le Sénégal (20,35%) ; la Chine (18,81%) ; la Côte d'Ivoire (10,62%) ; la France (7,28%) ; l'Inde (5,54%) et les Etats Unis (2,80%), **INSTAT, (Août 2021)**. Les importations en valeur et en poids net des principaux pays sont les suivantes :

- Sénégal la Valeur CAF de FCFA 165 336 Millions soit poids net 807 375 000 Kg ;
- Chine la Valeur CAF de FCFA 152 799 Millions soit poids net 156 795 000 Kg ;

- Côte d'Ivoire la Valeur CAF de FCFA 86 267 Millions soit poids net 239 000 000 Kg ;
- France la Valeur CAF de FCFA 59 171 Millions soit poids net 87 488 000 Kg ;
- Inde la Valeur CAF de FCFA 45 023 Millions soit poids net 142 073 000 Kg.

La part des principaux secteurs d'activités dans le PIB est suit : agriculture (40%), industrie (20%) et services (40%), **CNUCED, (2018)**.

3.2 Politique intérieure

Suite aux évènements de Mars 1991, le Mali entame une politique basée sur la démocratie, la décentralisation et le développement local. Les limites de ce renouveau politique se confrontent à la corruption et à l'insécurité grandissante créant l'instabilité politique et ses effets néfastes Thomas Shipley (2017). Les remous et les soulèvements populaires qui en découlent, seront à l'origine de coups d'Etat. Le Mali a connu deux coups d'État (août 2020 et mai 2021) qui portent le Général Assimi Goïta, actuellement président de la transition. Le pays traverse actuellement une phase de transition dont les modalités ont été initialement déterminées pour répondre aux exigences de la CEDEAO, puis ont été fixées dans une charte de la transition adoptée en octobre 2020.

La crise malienne, découle également de la prise du contrôle du nord du pays par des groupes indépendantistes ainsi que des groupes terroristes de 2012 à 2013 et du coup d'État de mars 2012. Elle avait alors suscité une mobilisation importante de la France et des partenaires internationaux du Mali dans tous les domaines (sécurité, stabilisation, développement, humanitaire).

Sur le plan sécuritaire, malgré les efforts des partenaires internationaux du Mali, la menace des groupes terroristes s'est progressivement étendue vers le centre et le sud du pays où ils s'attaquent aux symboles et aux représentants de l'Etat ainsi qu'aux populations civiles. L'opération Barkhane s'est définitivement retirée du Mali le 15 août 2022 (tout comme la Taskforce européenne Takuba) et la fin officielle de l'opération a été annoncée par le Président de la République le 9 novembre 2022.

Le 30 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU a adapté à l'unanimité la résolution de 2690 mettant fin au mandat de la MINUSMA. La force onusienne va se retirer totalement le 31 décembre 2023.

La situation sécuritaire aujourd'hui est quasiment maîtrisée sur l'ensemble du territoire malgré les attaques multiples, par la force de feu de l'armée malienne. Les forces armées ont libéré plusieurs sites maliens qui étaient envahis par les populations mauritaniennes et au nord vers la frontière algérienne.

3.3 Politique étrangère

Entouré de sept pays voisins, le Mali a historiquement développé, et ce avant les coups d'Etat de 2020 et 2021, une diplomatie favorisant l'intégration régionale et continentale. Membre fondateur de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il a été le premier pays à ratifier l'Acte constitutif de l'Union africaine en 2000. Il est également membre du comité de mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) et de l'Organisation internationale de la Francophonie. Suite aux coups d'Etat de 2020 et 2021, le Mali a été suspendu de la CEDEAO et de l'Union africaine.

Aujourd'hui le Mali, le Burkina et le Niger se retrouvent dans la communauté de l'AES (Alliance des Etats du Sahel) un espace de coopération au plan militaire et économique et bénéficie du soutien de la Russie. Ces trois pays ont démissionné de la CEDEAO qui avait un agenda au profit des puissances étrangères contre l'intérêt de ses membres.

Le Mali a développé un partenariat gagnant-gagnant avec la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran, la Corée du Nord etc. au plan militaire et économique. Cette approche a contribué à la lutte contre le terrorisme et la montée de l'armée en puissance.

Les présidents des pays de l'AES, le Général nigérien Abdourahamane Tiani, le Général malien Assimi Goïta et le Capitaine burkinabé Ibrahim Traoré se sont réunis au sein de l'AES et ont annoncé la création d'une confédération composée du Burkina Faso, du Mali et du Niger à Niamey, le 6 juillet 2024.

Cependant, les tensions sont vives entre l'Algérie, la Mauritanie et le Mali au sujet des frontières entraînant la mobilisation des services de sécurité et les missions diplomatiques de part et d'autre. Dans cet espace de conflit l'abondance et l'exploitation des ressources minières en occurrence l'or de façon frauduleuse par les terroristes demeure une préoccupation pour la stabilité de la région. Les récentes batailles de Tinzawatène et d'autres localités dans les régions de Kidal et de Taoudéni visent à faire réapproprié par le Mali ses espaces frontaliers et le contrôle des ressources naturelles et minières pour les mettre à l'abri des prédateurs et des terroristes.

C'est ce qui fait dire qu'une gouvernance appropriée d'un pays est conditionnée à un système de défense et de sécurité avancé sur l'ensemble du territoire concerné.

4. Etat des lieux et niveau des ressources minières au Mali

4.1 Ressources minières cibles

4.1.1 L'Or

L'extraction d'or est la principale activité minière du Mali qui est le troisième producteur d'or en Afrique. La production aurifère est la clef de voûte du secteur minier malien et représente 95 % de la production minière du pays. Avec 69,5 tonnes d'or extrait de son sous-sol en 2021, le Mali reste le troisième producteur d'or en Afrique derrière l'Afrique du Sud et le Ghana. L'exploitation du métal jaune y est très importante car elle génère 80% des recettes extérieures et contribue à hauteur de 10% au PIB.

4.1.2 Le Lithium

L'estimation de ressources minières de novembre 2023 a montré que le prospect Boumou héberge 13,1 millions de tonnes contenant 1,04 % de lithium. En 2024, Bougouni devrait devenir au dernier trimestre la deuxième mine de lithium au Mali. Le projet héberge 31,9 millions de tonnes de ressources minérales titrant 1,06 % de lithium, avec un potentiel de hausse. L'usine en question devrait permettre la production annuelle de 125 000 tonnes de concentré de spodumène sur la période 2024-2028. La deuxième phase d'exploitation de la mine devrait se faire par le biais d'un système de flottation qui permettra de produire 230 000 tonnes de concentré sur la période 2026-2036.

4.1.3 Le Pétrole

Le vaste bassin de Taoudéni, dans la zone frontalière du Mali avec la Mauritanie et l'Algérie, affiche un excellent potentiel en matière de découvertes majeures dans les domaines pétrolier

et gazier. Plusieurs entreprises sont actuellement actives sur le terrain et les résultats sont à ce jour, encourageants. Selon plusieurs plateformes d'informations sur les Etats de l'AES, le Mali aurait découvert 4000 milliards de barils de pétrole dans le bassin de Taoudéni. Il deviendra automatiquement le pays africain avec la plus grande réserve de pétrole.

Au Mali, 16 ressources minières sont identifiées, comme présente le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Etat de quelques ressources minières au Mali

Nature	Quantité	Localité
Or	+ 1,500 tonnes	Bougouni, Kadiolo, Kangaba, Kayes, Keniéba, Kidal, Yanfolila, etc
Bauxite	1.5 milliard de tonnes	Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso, etc
Fer	2 milliard de tonnes	Kayes, Koulikoro, etc
Cuivre	Indice	Gao, Kayes et Kidal
Chrome-nickel	1,8 Million de tonne	Bougouni, Kadiolo, Kayes
Phosphate	20 Millions de tonnes	Tilemsi
Manganèse	13 Millions de tonnes	Ansongo, Kayes
Uranium	+ 15,000 tonnes	Gao, Kayes, Kidal etc
Lithium	31,9 millions de tonnes*	Bougouni
Calcaire	60 Millions de tonnes	Bafoulabé, Homborie, Nioro du Sahel
Sel gemmes	53 Millions de tonnes	Taoudeni
Gypse	450,000 tonnes	Kidal, Tombouctou
Marbre	+ 100 Millions de tonnes	Bafoulabé, Gao, Koulikoro, Mopti, Nioro du Sahel, Tombouctou, Yélimané
Coltan (Columbo-tantalite)	Indice	Accident de Banifing (Bougouni), Keniéba
Plomb – Zinc	2,5 Millions de tonnes	Kayes, Kidal, Sikasso
Pétrole	4000 milliards de barils	bassin de Taoudéni

* de ressources minérales titrant 1,06 % de lithium, avec un potentiel de hausse

Sources : Auteurs, <https://www.francealumni.fr/fr/poste/mali/news/les-secteurs-miniers-et-petrolier-du-mali-sont-en-vogue-6084>

Le bassin de Taoudéni dispose d'énorme quantité de pétrole soit 4000 milliards de baril. La quantité d'or est plus 1500 tonnes dans les localités de Bougouni, Kadiolo, Kangaba, Kayes, Keniéba, Kidal, Yanfolila, etc.

Le Lithium se chiffre de 31,9 millions de tonnes de ressources minérales titrant 1,06 % de lithium, avec un potentiel de hausse dans la localité de Bougouni.

4.2. Exportations des Combustibles et produits des industries extractives

Comme présente le tableau ci-dessous, du deuxième trimestre 2020 au deuxième trimestre 2021, les exportations des Combustibles et produits des industries extractives ont augmenté en moyenne de 15,24% trimestriellement.

Du deuxième trimestre 2020 au deuxième trimestre 2021, les exportations des Combustibles ont diminué de 4,28% en moyenne chaque trimestre. Sur la même période, les exportations

des minerais et autres minéraux ont augmenté de 58,66% en moyenne chaque trimestre. Les exportations des métaux non ferreux ont également augmenté en moyenne de 56,18% trimestriellement.

Tableau 2: Exportations trimestrielles des Combustibles et produits des industries extractives (millions de FCFA et variation moyenne en %)

Trimestres Substances	2 ^e Trimestre 2020	1 ^{er} Trimestre 2021	2 ^e Trimestre 2021	Variation moyenne en %)
Combustibles*	4 947	2 260	4 153	-4,28
Gaz naturel et gaz manufacturé	2	-	-	-
Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes	4 945	2 260	4 153	-4,27
Métaux non ferreux**	100	253	595	56,18
Minerais et autres minéraux***	908	3 879	5 754	58,66
Engrais bruts, autres que ceux de la division 56, et minéraux bruts (à l'exclusion du charbon, du pétrole et des pierres précieuses)	111	18	22	-33,28
Minerais métallifères et déchets de métaux	797	3 861	5 732	63,76
Total général	5 955	6 392	10 502	15,24

* Gaz naturel et gaz manufacturé ; Pétrole, produits dérivés du pétrole et produits connexes

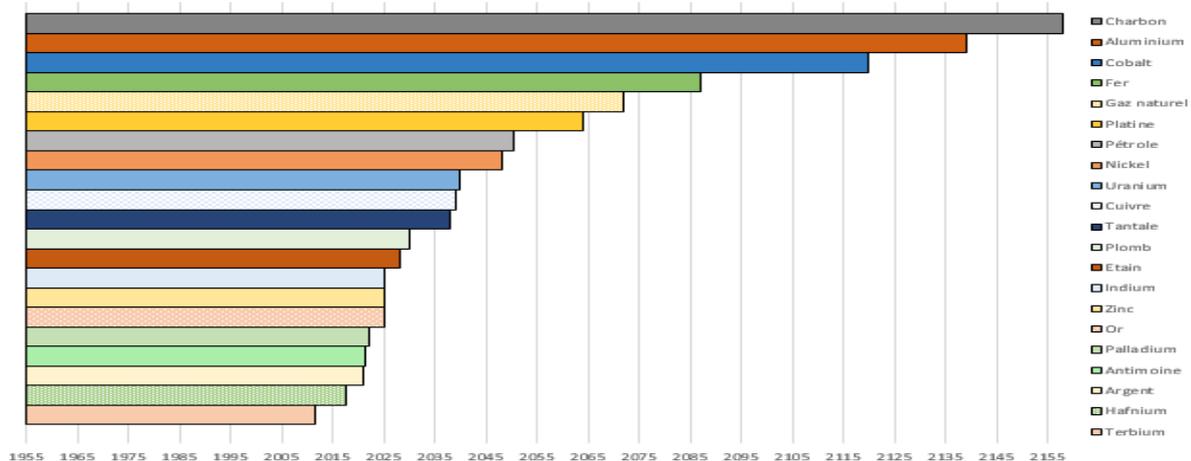
** Métaux non ferreux

*** Engrais bruts, autres que ceux de la division 56, et minéraux bruts (à l'exclusion du charbon, du pétrole et des pierres précieuses ; Minerais métallifères et déchets de métaux

Sources : auteurs, calcul à partir des statistiques du commerce extérieur de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) Août 2021 du Bulletin trimestriel 2^e Trimestre 2021 Version Classification Type pour le Commerce International (CTCI).

4.3 Dates d'épuisement des richesses exploitables de notre planète au rythme actuel

Parmi les ressources minérales menacées d'épuisement, le Mali dispose de l'or, de lithium ; du pétrole, le gaz naturel, de métal jaune, etc. La disponibilité des ressources et leur épuisement dans le monde sont renseignés dans la figure suivante.

Figure 1: Dates d'épuisement des richesses exploitables de notre planète au rythme actuel de consommation

Source : élaboré par auteurs à partir de <http://terresacree.org/ressources.htm>. Benjamin LISAN (2014). Qu'est-ce que le Développement durable ?

Outre le diamant, le Mali possède une vaste gamme de ressources minérales qui n'ont pas encore été exploitées à leur plein potentiel. Parmi celles-ci, citons l'uranium, le cobalt, la bauxite, le gaz naturel, le lithium, le mercure, le marbre, le platine, le cuivre, l'argent, le talc, l'hydrogène, le manganèse, le tantale, l'étain, l'aluminium, l'arsenic, le ciment, le magnésium, l'azote, le palladium, le silicium et le vanadium. La présence de ces minéraux offre des opportunités pour développer des industries minières diversifiées et créer des emplois, stimulant ainsi la croissance économique du Mali.

5. Mode de gouvernance le contrôle et l'exploitation des ressources minières au Mali

5.1. Coopération, contrôle et exploitation des ressources minières

Le Mali a élaboré des politiques et des stratégies visant le contrôle et l'exploitation des ressources minières, mais la mise en œuvre efficace reste un défi en raison de contraintes technologiques et budgétaires limitées.

5.2. Coopération

Le partenariat et la coopération pour le développement sont essentiels pour relever les défis et promouvoir le développement durable. La politique de coopération au Mali est basée sur le partenariat gagnant-gagnant. Les pays qui exploitent les ressources minières au Mali sont notamment la Chine, la France, la Russie, les Etats Unis, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie, la Grande Bretagne etc.

5.3 Contrôle et exploitation des mines d'or du Mali

L'exploitation et le commerce des ressources naturelles notamment l'or représentent la principale source de devises étrangères et de recettes fiscales pour de nombreux pays d'Afrique.

Les critères ou règles de la redistribution de la rente minière, sont fixés par le Code minier. Le 28 août, le Mali de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) a adopté un nouveau code minier permettant à l'État de prendre jusqu'à 30 % de participation dans les nouveaux projets et d'augmenter les revenus tirés d'un secteur capital pour

l'économie nationale. La Loi No 2023-041 du 29 août 2023 relative au Contenu local dans le secteur minier qui pose un cadre ambitieux pour aider au développement des capacités locales, humaines et matérielles.

Le nouveau code permet désormais au gouvernement de prendre une participation de 10 % dans les projets miniers et l'option d'acheter 20 % supplémentaires au cours des deux premières années de production commerciale, a indiqué le gouvernement. Une participation supplémentaire de 5 % pourra être octroyée au secteur privé malien, portant les intérêts publics et privés nationaux dans les nouveaux projets à 35 %, contre 20 % aujourd'hui.

Les substances minérales sont classées selon les groupes dans l'Article 12 du code minier. Article 95 : Le Fonds minier de développement local est affecté au financement des plans nationaux, régionaux et communaux de développement.

Il est alimenté par les titulaires de titres miniers d'exploitation de mines et les bénéficiaires d'autorisation d'exploitation industrielle de substances de carrières à hauteur de zéro virgule soixante-quinze pour cent (0.75%) du chiffre d'affaires au cours du trimestre.

Les ressources allouées aux Collectivités Territoriales au titre du Fonds minier de développement local sont inscrites dans les programmes d'investissements communautaires des bénéficiaires pour utilisation conformément aux dispositions du plan de développement communautaire conclu entre le titulaire du titre minier et les autorités des Collectivités territoriales (4^e paragraphe Art.95 code minier).

L'exploitation des substances minérales soumises au régime des mines l'application est prévue dans le titre IV. Les substances minérales soumises au régime des mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un permis d'exploitation artisanale, d'un permis d'exploitation de petite mine ou d'un permis d'exploitation de grande mine comme montre Article 62. L'exploitation de substances minérales soumises au régime des mines dans les lits des cours d'eau par dragage ainsi que par toute autre méthode est interdite.

- Stratégies d'exploitation des ressources minières

La stratégie en place après les indépendances des Etats francophones en Afrique était dictée par la Françafrique. Celle-ci désigne le système politique et institutionnel ainsi que l'ensemble de réseaux qui permettent à la France de garder la main mise sur ses anciennes colonies, afin de garantir son accès aux matières premières et de conserver sa puissance sur l'échiquier international. La Françafrique privilégiait les intérêts français et étrangers. La rupture de coopération entre le Mali et la France rend caduc le système.

Dans sa politique de souveraineté, le Mali a adopté un nouveau code minier permettant à l'État de prendre jusqu'à 30 % de participation dans les nouveaux projets et d'augmenter les revenus tirés d'un secteur capital pour l'économie nationale.

- Types d'exploitation des ressources minières au Mali

Il existe deux types d'exploitation :

➤ **L'exploitation formelle des ressources minières au Mali**

Il existe quatorze (14) entreprises exploitantes en 2021, dont les principales sont Hummingbird Resources, Randgold Resources et Cora Gold (Royaume-Uni), AngloGold Ashanti (Afrique du Sud), B2Gold (en), IamGold, Endeavour Mining (Canada), Resolute Mining (Australie).

➤ **L'exploitation non formelle**

La forme d'exploitation non formelle et illégale entraîne des conflits. La production artisanale est estimée à six tonnes en 2020 et 2021.¹¹ Selon d'autres sources, environ trois cent cinquante (350) sites sont répertoriés à cette date et produisent dix à quinze tonnes annuelles.¹² Les liens entre les ressources naturelles, la corruption et les activités illicites sont souvent difficiles à établir en raison du fait que ces deux dernières activités sont opaques de par leur nature.

Au Mali, la mission du ministère en charge de l'environnement dans le cercle de Kangaba, constate une exploitation anarchique, utilisation de produits prohibés et surtout dans une inégalité totale selon l'office de radio et télévision du Mali (ORTM) en date du 30 décembre 2024. Partout ailleurs au Mali, l'exploitation minière artisanale cause d'énormes dégâts à l'environnement. Aussi les exploitants respectent rarement les contenus du cahier des charges.

Les violences liées à l'exploitation des ressources minières sont dues à l'exploitation non formelle et frauduleuse à travers des scènes de pillages de ressources minières au niveau local et international. L'abondance de ces ressources crée la convoitise et la concurrence entre les grandes puissances pour leur contrôle. Les Investissement Direct à Etranger (IDE) se dirigent vers des pays ouverts au capitalisme avec une main-d'œuvre et ressources naturelles et minières abondantes et se concentrent dans quelques pays émergents et d'Afrique.

5.4. Enjeux, défis et perspectives

5.4.1 Les enjeux sociopolitiques, économique et sécuritaire

La richesse du pays en ressources naturelles et minières a suscité les forces néocolonialistes à collaborer et à soutenir les mouvements terroristes, djihadistes et séparatistes en vue de la partition du pays pour avoir la main mise sur les ressources. Ce projet de recolonisation du Mali et de l'Afrique en général sera à la base de la déstabilisation et des sanctions multiples illégales pour briser l'élan de souveraineté des Etats en vue maintenir la domination des maîtres colonisateurs malgré les indépendances. Dans ce jeu mafieux de contrôle et d'exploitation des ressources, certains pays voisins seront complices contre la stabilité politique du pays. Quête du Mali auprès de l'ONU contre la France pour soutien aux terroristes en août 2022. L'interpellation des 49 militaires ivoiriens considérés comme des mercenaires au Mali le 10 juillet 2022. Le 4 août 2024, déclaration de soutien ouvert de l'Ukraine au terrorisme international suite à l'attaque menée par des groupes armés terroristes à Tinzawatène.

L'inefficacité de l'intervention des forces étrangères (opération Serval, Barkhane, Takouba et la MINUSMA) lève le flou d'un complot contre la paix et la sécurité au Mali. Cela dénote qu'elles avaient un agenda de partition du pays au nom des séparatistes et de main mise sur ses ressources naturelles et minières au profit des puissances impérialistes. Conscientes de cette évidence les autorités de la transition malienne avec le soutien de la population vont demander le retrait de ces forces étrangères.

¹¹ <https://www.kitco.com/news/2021-02-02/Mali-gold-production-hits-fresh-high-in-2020.html> 14 février 2022 https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Al_Jazeera (consulté le 5/08/2024).

¹² <https://fr.news.yahoo.com/mali-orpailleurs-chinois-accus%C3%A9s-d-161942264.html> (consulté le 5/08/2024).

Les enjeux tournent autour de la souveraineté territoriale, politique et économique de l'Etat et l'éviction d'un projet de recolonisation en Afrique en général et au Mali en particulier. La crise énergétique et la rareté des ressources naturelles et minières dans le monde se sont soldées une ruée et une concurrence des grandes puissances vers l'Afrique qui regorge de ressources naturelles abondantes dans un contexte multipolaire et de déclin de l'hégémonie occidentale.

5.4.2 Défis et perspectives

Au terme de cette analyse sur la gouvernance appropriée des ressources naturelles et minières au Mali, les défis à relever et les perspectives pour leur consolidation dans les Etats africains en général et du Mali en particulier passent par :

- la souveraineté des Etats africains à travers une défense et une sécurité très fortes pour anéantir les différents prédateurs endogènes et exogènes des ressources et les groupes armés terroristes ;
- la libération des Etats pour assoir un mécanisme de gouvernance appropriée des ressources naturelles et minières sans ingérence étrangère ;
- la mise en place d'un conseil minier stratégique indépendant ;
- la lutte contre les effets du néocolonialisme (dénonciation des accords et des institutions incompatibles à la souveraineté de l'Etat, la relecture des données sur l'Afrique, changement de mentalité) ;
- le choix libre de partenariat gagnant-gagnant ;
- une diplomatie forte pour l'intégration et la régionalisation.

6. Conclusion

La dynamique géopolitique et géostratégique au tour des ressources naturelles et minières révèle la gravité de la crise énergétique dans le monde. Il s'en suit une concurrence et une ruée des grandes puissances vers l'Afrique, qui constitue une réserve de matières premières dans un contexte multipolaire. Dans ce jeu l'Afrique cherche à se libérer pour sa souveraineté et se frayer un mode de gouvernance appropriée de ses ressources. Le cas malien illustre bien cette situation. La dénonciation des accords de la Françafrique et la montée en puissance de l'armée pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale, le contrôle et l'exploitation de ses ressources, l'établissement d'un nouveau code minier sont des faits qui dénotent la marche vers une gouvernance appropriée de son capital naturel.

L'état des lieux et le niveau des ressources minières confirment la richesse du potentiel non exploité. Les enjeux et les défis qui s'y développent sont énormes et suscitent des conflits armés au nord du pays qui devient une arène entre les grandes puissances et impliquent certains pays voisins hostiles.

L'éveil du continent africain dans sa lutte de libération et du contrôle de ses ressources est à l'origine des grandes mutations géopolitiques et géostratégiques menaçant l'hégémonie des puissances impérialistes en perte de vitesse. Ce basculement géopolitique vers un nouvel ordre mondial est-il à l'ordre du jour pour tous les Etats africains ?

Bibliographie

- [1] **A-L.A.Szary**, ‘‘Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale. Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants?’’. Revue de Géographie de l’Est, 2012, 50 (3-4), <http://rge.revues.org/3132>. ffhalshs-00694073f.
- [2] **A.Mebtoul**, ‘‘Afrique face aux enjeux géostratégiques’’.Thèse de doctorat, 06/07 décembre 2013.
- [3] **B.Lisan**, ‘‘Qu’est-ce que le Développement durable ?’’ 2014,Version : V1.1.
- [4] **C.F.Herzog**, ‘‘Directrice d’ASCPE, Les Entretiens Européens & Eurafricains’’, La géopolitique d’Afrique, 2024.
- [5] **CREDD**, ‘‘Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable’’,2019-2023.
- [6] **D.Cohen**, ‘‘Richesse du monde, pauvreté des Nations’’, Flammarion ,1997.
- [7] **D.M. McCourt**, ‘‘American Power and International Theory at the Council on Foreign Relations’’, University of Michigan Press (4 février 2020). (ISBN 978-0-472-13171-6, lire en ligne [archive]).
- [8] **G .Brisson**, ‘‘Exploration conceptuelle de la notion d’enjeu et de quelques termes apparentés : projet de recherche ATISÉE (analyse territoriale des impacts sociaux au sein de l’évaluation environnementale)’’, Rimouski, Québec : Université du Québec à Rimouski, 2019,disponible sur le site EE@uqar.ca.
- [9] **G. Rotillon**, ‘‘Économie des ressources naturelles, © Éditions La Découverte,2020, Paris, ISBN 2-7071-4322-7.
- [10] **H.Fofack**, ‘‘Russia preparing for second Africa Summit to build closer ties as it pivots away from the West’’, BNE IntelliNews, <https://www.intellinews.com/russia-preparing-for-second-africa-summit-to-build-closer-ties-as-it-pivots-away-from-the-west-247188>, 2022.
- [11] **H. Kayentao**, ‘‘L’examen de la contribution de l’exploitation minière à l’économie malienne’ ’Octobre 2014.
- [12] **I. Ghosh**, ‘‘How China overtook the U.S. as the world’s major trading partner’’, Visual Capitalist’’, <https://www.visualcapitalist.com/china-u-s-worlds-trading-partner>, 2020.
- [13] **P-N. Giraud**, ‘‘L’inégalité du monde’’,1996, Gallimard.
- [14] **L.Signé**, ‘‘African Development, African Transformation: How Institutions Shape Development Strategy’’, Cambridge University Press,2018, Cambridge, <https://doi.org/10.1017/9781108575041>.
- [15] **L. Signé**, ‘‘How to restore U.S. credibility in Africa », Foreign Policy’’, 2021, <https://foreignpolicy.com/2021/01/15/united-states-africa-biden-administration-relations-china>.
- [16] **L. Signé**, ‘‘Les stratégies de développement dans une économie politique mondiale en mutation’’, dans OCDE, Development Co-operation Report 2023 : Debating the Aid System, Éditions OCDE,2023, Paris. DOI: <https://doi.org/10.1787/91ff1fe7-fr>
- [17] **M.Paglia**, ‘‘Les bases de la puissance. Enjeux géopolitiques et stratégiques des bases militaires avancées’’, Focus stratégique, n° 97, Ifri, mai 2020.
- [18] **P.Marchesin**, ‘‘Introduction aux relations internationales’’, (ISBN 978-2-84586-974-5,2008, [lire en ligne \[archive\]](#))
- [19] **T.Shipley**, ‘‘Corruption et lutte contre la corruption au Mali’’, Mai 2017.
- [20] **V .Chadwick**, ‘‘Internal report shows EU fears losing Africa over Ukraine’’, Devex. <https://www.devex.com/news/exclusive-internal-report-shows-eu-fears-losing->

africaoverukraine103694#xd_co_f=NGZkNjI5MjEtMjgzNy00MThkLWJmMjktNDI5ZTA4ZWFiZWUz~ (consulté le 25 /07/ 2024).

Les Liens :

- [21] Firmes multinationales et développement. Moin Siddiqi publié dans *Problèmes économiques* du 16 juin 1999
- [22] https://dictionnaire.lerobert.com/definition/defi#google_vignette (consulté le 31 décembre 2024).
- [23] <https://fr.news.yahoo.com/mali-orpailleurs-chinois-accus%C3%A9s-d-161942264.html> (consulté le 5/08/2024).
- [24] https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_%C3%A9conomique_et_social
- [25] https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9ories_marxistes_des_relations_internationales
- [26] <https://www.cnrtl.fr/definition/perspective/1> (Consulté le 31 décembre 2024).
- [27] <https://www.jeunefrique.com/1458208/politique/un-ex-ministre-dassimi-goita-contrôle-a-paris-avec-quelques-dizaines-de-milliers-deuros/>
- [28] <https://www.kitco.com/news/2021-02-02/Mali-gold-production-hits-fresh-high-in-2020.html> 14 février 2022 https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Al_Jazeera (consulté le 5/08/2024).
- [29] <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9fi/22657#:~:text=Action%20de%20provoquer%20quelqu'un,Cette%20lettre%20est%20un%20d%C3%A9fi.> (Consulté le 31 décembre 2024).
- [30] <https://www.le-dictionnaire.com/definition/enjeux> (consulté le 31 décembre 2024).
- [31] [Shs.cairn.info/revue-communicatios-2009-2-page-23 ?lang=fr](https://shs.cairn.info/revue-communicatios-2009-2-page-23?lang=fr) (consulté le 6 janvier 2025).
- [32] TEDx Sydney <https://tedxsydney.com> › idea › problem-vs-challenge-an (consulté le 6 janvier 2025).